



## bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 37 - vendredi 15 octobre 2010

### Dans ce numéro :

- **Sarkozy pris à son propre piège, Tous ensemble vers la grève générale**
- **Sortir de l'euro ou rompre avec leur Europe pour construire celle des travailleurs et des peuples ?**

## Sarkozy pris à son propre piège, Tous ensemble vers la grève générale

Le mouvement contre la réforme Woerth-Sarkozy vient de passer une étape importante. La manifestation du 12 octobre a été en nette progression par rapport aux journées précédentes avec 3,5 millions de manifestants d'après les syndicats. 150 000 étudiants et lycéens sont venus grossir les rangs des manifestants, exprimant dans la rue leur contestation du gouvernement, de sa réforme et de cette société du fric. Des appels à manifester et à poursuivre le mouvement après le 12 sont lancés dans les facs et les lycées et dès jeudi, des manifestations communes de jeunes et de salariés en grève ont eu lieu dans le pays, exprimant la révolte face à Sarkozy et à ce gouvernement des riches par les riches, la volonté de lui infliger une défaite.

Avec la perspective du 16 octobre et du 19, la grève reconductible se développe elle aussi, à la SNCF, la RATP, dans la chimie, les ports et docks et les raffineries, ... Des préavis reconductibles ou illimités sont déposés par les syndicats à EDF, France Telecom, dans la Fonction Publique et des équipes militantes s'en saisissent pour impulser la grève reconductible ou pour participer à des initiatives de blocage. 10 raffineries de pétrole sur 12 sont ainsi bloquées par la grève, alors que leur approvisionnement était déjà très fortement ralenti par la grève des terminaux pétroliers de Fos-Lavera qui dure depuis plus de 18 jours.

Le mouvement se renforce et se radicalise, se politise, face au mépris et à l'arrogance du gouvernement et les secteurs appelant à reconduire la grève entraînent et donnent confiance dans les possibilités de gagner face au pouvoir. Cela, malgré les freins des directions des grandes confédérations syndicales, dont certaines combattent même la perspective de la grève reconductible à l'image de Grignard de la CFDT qui expliquait « *ne pas croire du tout que le 12 sera une grande journée de grève car beaucoup de salariés rechignent à perdre une journée de salaire (...). La grève reconductible n'est pas forcément la forme d'action la plus appropriée pour ce mouvement. Aux salariés de décider, mais partir sur des arrêts de travail minoritaires, c'est risquer l'isolement* ».

Les directions syndicales se retrouvent obligées d'aller plus loin qu'elles ne le souhaitaient à la fois face à la profondeur du mouvement comme aux provocations de Sarkozy et du gouvernement qui jouent l'affrontement.

### Sarkozy a voulu l'affrontement... qu'il pourrait bien perdre

Face aux manifestants le 12 octobre, Fillon a réaffirmé : « *Je le dis très solennellement à cette heure devant l'Assemblée nationale, nous sommes décidés à mener cette réforme à son terme* ». Arrogant et méprisant vis-à-vis de cette jeunesse qu'il craint tant, il a dénoncé ceux qui « manipulent » les lycéens pendant qu'Hortefeux envoyait ses policiers dans certains établissements scolaires. De même, face à la multiplication des grèves reconductibles, Copé tente le chantage en déclarant que « *chacun prenne la mesure du désastre que pourraient constituer des grèves reconductibles ou à caractère illimité* ».

**Débat révolutionnaire** est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf  
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : [dr@npa-debatrevolutionnaire.org](mailto:dr@npa-debatrevolutionnaire.org)

---

Mais rien n'y fait, pas même les manœuvres gouvernementales au Sénat. Après avoir rédigé directement les amendements concernant les femmes ayant élevé trois enfants, l'Élysée a même précipité les votes sur les 62 ans et les 67 ans juste avant la manifestation du 12, comptant que cette annonce jouerait sur le moral des manifestants. Fillon y est même allé de son couplet : « *En démocratie, la voix de ceux qui manifestent et qui font grève doit être respectée. Mais, en démocratie, la voix du Parlement doit aussi être respectée* » !

Tout cela n'a fait que révéler encore davantage la mascarade parlementaire et le rôle de godillot de ces sénateurs soi-disant « indépendants »... La vraie démocratie, c'est bien celle de la rue, celle du nombre, celle des manifestants et des grévistes jeunes et moins jeunes qui luttent face à ce gouvernement au service d'une infime minorité de riches.

Affichant son mépris des manifestants, Sarkozy a voulu faire de cette contre-réforme le premier mauvais coup de son plan d'austérité, avant de passer à la branche santé de la Sécurité sociale ou aux 35 heures. Espérant, comme en 2003, un mouvement où les manifestations même nombreuses resteraient cantonnées à des journées d'action qui reflueraient tôt ou tard, Sarkozy a voulu lui-même l'affrontement pour avoir le terrain libre. Il a voulu mettre les syndicats à genou après les avoir pris au piège du dialogue social. C'était compter sans les travailleurs et la jeunesse. Le voilà pris à son propre piège, face une radicalisation de l'opinion en réponse à sa propre politique.

Comme le déclare un conseiller patronal : « *à force de dire qu'il ne cédera pas, le gouvernement a créé une situation très difficile pour les syndicats. Ils ont fini par avoir l'opinion avec eux et sont maintenant dans une situation qui les accule à se radicaliser, alors que ce n'était souhaité ni par la CGT ni par la CFDT. Le plus gros danger, ce n'est pas que les fédérations syndicales les plus dures appellent à la radicalisation, mais que le degré de colère de l'opinion pousse les états-majors syndicaux à aller sur cette pente dangereuse* ».

Sarkozy a voulu l'affrontement mais il l'a d'une certaine façon d'ores et déjà perdu. Même s'il réussissait à faire passer sa réforme, ce ne serait que partie remise tant la légitimité du gouvernement, du Parlement, du Sénat est contestée largement par les manifestants. Comme le décrit un journaliste de *Mediapart* : « *par la volonté de passer en force qui est la marque de sa contre-réforme des retraites, Nicolas Sarkozy a réhabilité à sa façon la lutte des classes* ».

L'entrée de la jeunesse dans la lutte est de ce point de vue un renfort très important pour le mouvement et en même temps un gage pour l'avenir. C'est toute la politique du pouvoir visant à faire payer à la population la crise de leur propre système qu'elle conteste largement dans la rue, refusant de se plier aux chantages du gouvernement, consciente que son avenir dépendra de ses propres luttes.

## **Amplifier le mouvement vers la grève générale**

L'intervention de la jeunesse politise de fait le mouvement. D'emblée, elle dénonce la contre-réforme Woerth-Sarkozy qui aggravera encore le chômage des jeunes et leur précarité. Elle se bat contre cette société du fric, ce capitalisme qui n'est porteur que de régressions sociales pour les opprimés... pendant qu'un rapport vient d'annoncer que la France se classe au 3<sup>ème</sup> rang mondial pour ses millionnaires et que 0,5 % des riches détiennent 35,6 % des richesses mondiales.

Alors que les directions des grandes confédérations syndicales se refusaient à avancer le retrait de la loi, en fixant cet objectif politique au mouvement de faire céder Sarkozy, la jeunesse, elle, n'hésite pas à le réclamer. Comme l'a déclaré un conseiller de l'Élysée : « *On est désormais dans une manifestation politique. (...) Avant il y avait des revendications, sur les femmes, les carrières longues. Maintenant, il n'y en a plus : c'est le retrait du texte ou rien* ».

Le développement des grèves reconductibles va lui aussi dans le même sens, en fixant comme but non pas des amendements à la marge de la loi mais le retrait du projet, une réelle défaite du pouvoir. Pour qu'il se généralise, il faut assumer cette dimension politique du mouvement, le structurer à la base, l'organiser démocratiquement.

Dans les manifestations, des cortèges intersyndicaux d'entreprise, dépassant les rivalités de boutique, sont plus nombreux. Des collectifs, des cadres interprofessionnels autour d'Unions Locales ou de grosses entreprises se mettent en place pour regrouper les équipes militantes qui veulent prendre des initiatives, appeler à des blocages, etc.

Le mouvement s'organise à la base pour se renforcer, ce qui signifie la démocratie la plus large pour décider des actions, les mettre en œuvre en dépassant les rivalités d'appareils. Cela signifie aussi de formuler par en bas les objectifs de la lutte, imposer le retrait de cette loi par les méthodes de la lutte de classe.

Aux travers de ces initiatives, il s'agit d'entraîner de nouvelles catégories de travailleurs dans la lutte. Approfondir, élargir pour faire des manifestations de samedi 16 octobre une déferlante pour, dès lundi, s'avancer vers la grève générale en utilisant la journée de grève du 19 octobre.

Le rassemblement du monde du travail contre les puissances de l'argent pour faire valoir ses droits est en marche. Tous ensemble, grève générale !

**Laurent Delage**

[Au sommaire](#)

---

## Sortir de l'euro ou rompre avec leur Europe pour construire celle des travailleurs et des peuples ?

Depuis quelques mois, le mot d'ordre "sortir de l'Euro" est mis en avant par divers auteurs et organisations se réclamant de la gauche "radicale", comme une condition nécessaire pour sortir l'Europe de la crise dans laquelle elle est plongée. Parmi bien d'autres contributions : "[Sortir de l'euro](#)" de J. Nikonoff membre du conseil scientifique d'Attac (juillet 2010) ou encore l'"[Appel des 1000 pour sortir de l'euro et construire une monnaie commune](#)" lancé fin septembre par le Mouvement Politique pour une éducation populaire (M'PEP)...

Bien sur, ces textes ne se contentent pas de militer pour le seul mot d'ordre "sortir de l'euro" ; ils accompagnent cette mesure de plusieurs autres, voire se présentent, tel le texte de Nikonoff, comme un véritable programme pour construire "*une Europe de gauche qui avance vers un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle*"... Mais "sortir de l'euro" -et le fait que le terme soit mis en avant dans les titres des deux textes est à cet égard significatif- est présenté comme une mesure centrale, conditionnant le succès de toutes les autres. Un retour à une souveraineté nationale monétaire, en redonnant aux Etats le pouvoir de fixer la valeur relative de leur monnaie par rapport à une ou des monnaies d'échange internationales, permettrait de rééquilibrer les termes des échanges extérieurs, de soulager ainsi le poids que fait peser la crise sur les populations, et même de sortir les pays européens de la crise...

Mais les causes fondamentales des difficultés de l'Europe, partie prenante d'une crise globale et mondialisée, ne peuvent se résumer à la question de ses institutions monétaires et de l'euro, et il est illusoire d'espérer en sortir... en sortant de l'euro. De plus, on peut se poser la question du sens politique que prend un tel mot d'ordre, souverainiste même s'il se prétend de gauche, au moment où les travailleurs, un peu partout en Europe, se mobilisent contre les mesures d'austérité, accentuant la crise politique qui touche tous les Etats européens et leurs institutions.

Il n'y a pas de raccourci souverainiste à la sortie de la crise. Et les seules réponses qui vailent, aussi bien à la question de la monnaie qu'à toutes celles que la crise met à l'ordre du jour, sont celles que les travailleurs organisés, mobilisés autour de la défense de leurs propres intérêts, seront en mesure d'apporter.

### L'Europe, maillon faible de l'économie mondialisée

La crise prend en Europe un aspect particulier du fait que la crise des déficits publics qui touche l'ensemble de ses pays, au point de menacer les plus faibles d'entre eux de faillite, provoque une crise de l'euro.

Ce dernier avait été mis en place pour unifier du point de vue monétaire, au bénéfice de la grande bourgeoisie européenne, la zone européenne de libre-échange face au marché américain et au marché asiatique ouvert aux produits japonais. Cette monnaie unique imposée à tous les pays de l'Union monétaire européenne indépendamment de leur richesse et de leur productivité relative n'a pas, comme on nous le promettait alors, "lissé" ces inégalités. Bien au contraire, ces inégalités se sont accentuées. Les contraintes des institutions monétaires européennes, en assujettissant chacun des pays européens à une monnaie unique, ne pouvaient qu'aggraver le terme des échanges au sein de la zone euro. Cela s'est fait au détriment des populations de toute la zone, au profit des banques des pays les plus riches, Allemagne et France en tête. Et cela s'est accompagné d'un endettement public auquel les Etats n'ont d'autre réponse que les plans d'austérité qui frappent les travailleurs européens et qui ne peuvent qu'accroître la récession économique.

Mais le risque de faillite de pays comme la Grèce, qualifiés de "maillons faibles" de l'Union monétaire européenne, n'est certainement pas ce qui préoccupe le plus la grande bourgeoisie financière européenne. Les plans de sauvetage concoctés au mois de mai par les dirigeants européens, la BCE et le FMI sont là pour tenter de faire face à cette éventualité en rachetant aux banques les titres obligataires menacés par ces faillites, à coup de centaines de milliards d'argent public.

Le problème essentiel provient du fait que les dirigeants européens sont incapables de faire jouer à l'euro, monnaie d'échange internationale, le rôle d'arme dont les multinationales européennes auraient besoin dans la concurrence qui les oppose aux autres bourgeoisies internationales, en particulier nord américaine. Jouer sur la valeur relative des monnaies, dans une "guerre des changes" dont un nouvel épisode aiguë est en train de se dérouler en ce moment est une façon d'arracher des parts de marché sur un marché mondial rétréci par la crise. Baisser la valeur de sa monnaie par rapport à la concurrence, c'est baisser les prix de ses produits, favoriser les exportations...

L'Union européenne des patrons et des banquiers, dont la valeur de la monnaie s'est envolée ces jours derniers, est en situation de faiblesse dans cette guerre. Cette faiblesse provient du fait que l'euro est une monnaie sans Etat, monnaie d'une zone de libre-échange sans unité politique, divisée par les rivalités et peut-être au bord de l'éclatement. Les institutions monétaires européennes sont de ce fait incapables de lutter contre la politique de dumping monétaire menée en particulier par les Etats-Unis et les marchés des changes qui, en poussant le dollar à la baisse, font de l'euro une monnaie constamment surévaluée, et de l'Union européenne le maillon faible de l'économie capitaliste mondialisée...

---

A ce titre, on peut dire que l'euro, instrument de la politique des classes dominantes européennes, est un des facteurs de la situation particulière de l'Europe dans la crise générale et dont les populations payent le prix fort. Cela n'implique pas que la sortie de l'euro soit une réponse en elle-même, loin s'en faut.

### **De la "monnaie unique" à une "monnaie commune" ?**

Les auteurs des deux textes assortissent la sortie de l'euro et le retour à des monnaies nationales de la mise en place de ce qu'ils appellent une "monnaie commune" européenne. Cette monnaie serait réservée aux échanges internationaux. Elle serait émise et contrôlée par une institution supra-nationale qui aurait pour mission de remplacer les relations de concurrence et de domination qui régissent la zone euro par une coopération équitable et au service de chacun des Etats. La parité de chacune des monnaies nationales serait fixée par rapport à la "monnaie commune" de façon à prendre en compte la situation économique de chacune des économies nationales et à assurer des échanges "équitables". Elle serait ajustée en fonction des aléas de l'évolution économique de chacun, dans le cadre d'une sorte de serpent monétaire amélioré dont la référence serait la "monnaie commune".

L'Europe de la BCE et de l'Euro laisserait ainsi place à une autre Europe, élargie à 49 pays au lieu de 27 actuellement. On aurait ainsi un système monétaire européen à deux étages : monnaie nationale pour les échanges internes à chacun des pays, et "monnaie commune" européenne qui servirait de référence dans cadre de leurs échanges intra-européens, dans un espace économique et financier européen pacifié, dans lequel la concurrence aurait laissé place à la coopération. Et qui se substituerait finalement à l'euro dans le cadre des échanges internationaux.

Mais cette idée d'une institution de régulation financière placée au dessus des Etats, qui serait non seulement insensible aux intérêts concurrentiels qui les opposent mais encore capable de faire régner l'harmonie et la coopération n'est qu'une utopie si l'on ne pose pas clairement la question du pouvoir politique, en termes de classe sociale. Cela passe par un éclaircissement de la nature des Etat et de ses institutions politiques, de ses rapports avec les classes sociales, de comment on envisage le changement politique dans cette société.

### **"Sortir de l'euro"... dans quelle perspective politique ?**

Le texte de J. Nikonoff nous éclaire sur ses conceptions. Il écrit : *"Pour élaborer des propositions de sortie de crise, il faut articuler les luttes sociales et la gestion gouvernementale... L'un ne doit pas aller sans l'autre. Des luttes sociales qui ne s'inscrivent pas dans la perspective de la prise du pouvoir tournent en rond. Une gestion gouvernementale qui ne s'appuie pas sur les luttes sociales est très vite absorbée par des contraintes de toutes sortes et renonce rapidement au changement."*

A priori, on peut être globalement d'accord avec la proposition... à condition, toutefois, que l'on précise ce que l'on entend par *"gestion gouvernementale"*...

Ce qui est fait un peu plus loin : *" Cette crise globale, systémique, est trop profonde pour se contenter de demi-mesures, d'effets d'annonce, de verbiage et de rhétorique ou d'illusions cosmétiques. Il faut agir en fonction de la dimension des problèmes, comme c'est parfois le cas dans les périodes charnières de l'Histoire :- La Révolution de 1789 - Le Front populaire - Le programme du Conseil national de la Résistance. Un programme de révolution pacifique, comme il y en a parfois dans l'Histoire, est nécessaire. Ce serait l'équivalent contemporain du programme du Conseil national de la Résistance."*...

Il assez amusant que l'on puisse voir une *"révolution pacifique"* dans la Révolution de 1789 qui a renversé le régime féodal, et la mettre sur le même plan que le Front populaire et le Conseil national de la résistance ! En tout cas, c'est bien plus un nouveau 1789 qu'un remake du Front populaire ou qu'un gouvernement d'union nationale comme celui qui se mit en place à la sortie de la guerre avec des ministres communistes et socialistes autour de De Gaulle, qui pourrait apporter une réponse. Une révolution qui s'en prenne au pouvoir de cette aristocratie financière qui porte toute la responsabilité de la crise.

La *"révolution pacifique"* que nous propose J. Nikonoff n'est autre, dans le fond, que la *"révolution dans les urnes"* de Mélanchon, et son programme, quelque chose comme celui que le Front de Gauche se prépare à partager, en 2012, avec le PS, dans le cadre d'une *"gestion gouvernementale"* respectueuse des lois et de la discipline républicaines...

Dans ce contexte, le mot d'ordre "sortir de l'euro" prend le sens d'un slogan électoral, sur le fond racoleur et démagogique, dans une sorte de course avec la droite que J. Nikonoff défend ainsi : *" Nous n'avons pas le choix ! Si nous voulons mobiliser la population, particulièrement les classes populaires, couper l'herbe sous le pied aux nationalistes, racistes, xénophobes, forces d'extrême droite, il faut agir à l'échelle nationale, dans une perspective universaliste et internationaliste."*... Où l'internationalisme ne va-t-il pas se cacher...

### **Un programme anticapitaliste pour les mobilisations...**

Sortir de l'euro ne peut bien évidemment pas être une condition pour sortir l'Europe de la crise. Pire, dans la situation de mobilisation sociale montante que nous vivons en ce moment, alors que le rapport de force social est en train de changer, ce mot d'ordre contribue à détourner les luttes sociales de leurs objectifs propres vers le terrain électoral, à la

---

rescousse de la politique antilibérale d'une soi-disant "*vraie gauche*". Un mot d'ordre comme "sortir de l'euro" peut effectivement trouver un écho parmi les travailleurs qui en ont assez d'une politique réactionnaire dont ils perçoivent l'euro comme le symbole. Il entretient des illusions sur la protection que constituerait un État national souverain, pour peu qu'il soit gouverné par cette "*vraie gauche*". Sous prétexte de "*couper l'herbe sous le pied des forces d'extrême droite*", il met en avant des conceptions souverainistes auxquelles il n'y aucune concession à faire, même si elles osent se revendiquer d'une "*perspective universaliste et internationaliste*". Cette politique est une impasse dangereuse qu'il nous faut combattre.

Les réponses à la crise monétaire, comme à toutes les questions relatives à la crise globale et mondialisée, demandent effectivement que s'"*articulent*" les mobilisations sociales et la question du pouvoir politique. Mais il faut combattre l'idée que cette question du pouvoir politique pourrait se réduire à savoir quels partis exerceront le pouvoir dans le cadre des institutions de la République et affirmer clairement que ce qui est posé, c'est la question de la nature de classe de cet État, c'est-à-dire de son changement révolutionnaire.

Pour cela, il n'y a pas de recette magique, simplement la certitude que les mobilisations, l'organisation du monde du travail pour arracher aux gouvernements et aux patrons qu'ils représentent les exigences sociales les plus élémentaires (arrêt des mesures d'austérité, salaires, emploi...), peuvent conduire à un tel changement à condition qu'elles se donnent une stratégie, un programme adapté aux mobilisations, en pleine conscience du terrain de classe sur lequel elles se déroulent.

Le premier élément de ce programme, c'est, en refusant la logique de la propagande gouvernementale et patronale, refuser de faire les frais de la crise, exiger au contraire que les besoins les plus élémentaires de chacun (travail, salaires, droits sociaux, etc.) soient satisfaits. Autrement dit prolonger, organiser, étendre autour d'un programme de revendications sociales communes, les mobilisations qui montent actuellement autour refus des plans d'austérité.

Le second élément de ce programme, indissociablement lié au premier, c'est la conscience que pour arracher de telles revendications, il faut se préparer un affrontement avec le pouvoir en place qui va bien au delà d'une question économique, mais pose, de fait, la question de qui décide dans cette société, d'une minorité de parasites financiers, ou de la grande majorité des travailleurs. Et là, soit on se soumet et on renonce, soit on va jusqu'au bout de l'affrontement, un nouveau pouvoir se construisant à travers les instruments organisationnels que se donnent les travailleurs mobilisés pour construire leur lutte, la soutenir matériellement, la diriger démocratiquement. Un gouvernement démocratique des travailleurs pour les travailleurs qui devra se substituer au gouvernement des larbins au service des aristocrates financiers. C'est la seule façon raisonnable de concevoir l'articulation entre "*luttés sociales et gestion gouvernementale*"...

Un tel gouvernement se mettant en place dans un pays européen pourrait prendre toutes les mesures de contrôle de la finance et de la production nécessaire à satisfaire, dans les meilleures conditions possibles, les besoins de la population. Dans ce cadre, il serait très certainement amené à sortir de l'euro et de l'Europe de la BCE. Mais ce serait pour prendre l'initiative de la construction d'une autre Europe, celle des travailleurs et des peuples, laquelle serait alors à même de se doter et de contrôler un système monétaire adapté à ses besoins. Cette Europe est inscrite dans les luttes en cours qui, en Grèce, en Espagne, en France, se développent et s'organisent autour du refus de payer leur crise, et se heurtent à la même nécessité, pour gagner, de mener l'affrontement jusqu'au bout.

**Daniel Minvielle**

[Au sommaire](#)